

Inégalités et climat dérégulé

C'EST ASSEZ!



Campagne de mobilisation
pour la justice sociale et climatique
2023-2024

mepacq

Inégalités et climat dérégulé

L'actualité des dernières années nous montre clairement que les inégalités augmentent à travers le monde : hausse de l'inflation, augmentation de l'itinérance, crise du logement, insécurité alimentaire, privatisation du système de santé, des riches encore plus riches, etc. En plus de cette crise des inégalités, la crise climatique ne peut plus être ignorée et s'accélère : sécheresse, feux de forêt, inondation, canicule, pandémie, etc.

Loin d'être séparées et indépendantes, ces deux crises sont liées.



La crise climatique augmente **les inégalités sociales**. Nous l'avons bien vu dans la dernière année en temps de crise, qu'elle soit économique, sanitaire ou climatique, les droits des personnes les plus vulnérables sont particulièrement éprouvés. Pensons à celles et ceux d'entre nous qui ne peuvent échapper aux vagues de chaleur intense, faire face à l'augmentation du coût des aliments ou se trouver un nouveau logement facilement lors de sinistre.



Les écarts de richesse et la faiblesse de notre filet social nuisent à notre capacité à lutter contre **la crise climatique**. C'est difficile d'utiliser le transport en commun, quand celui-ci n'est pas abordable ou inexistant ou de pratiquer le zéro-déchet en étant sous le seuil de la pauvreté. C'est facile pour les ultra-riches et les industries polluantes de détruire notre planète et d'insister pour qu'on se penche sur nos petits gestes individuels plutôt que leurs responsabilités.

Des impacts bien visibles

De nombreux enjeux sociaux sont affectés ou exacerbés par la crise climatique.

Crise du logement

Charge mentale des femmes

Détresse
psychologique

Insécurité
financière



Problèmes de santé

Prix des aliments

Répression des
personnes migrantes
climatiques

Communautés
délocalisées (inondation,
érosion, feu, tornade)

Destruction des territoires
et traditions autochtones

Augmentation des
inégalités

Votre exemple d'enjeu :

Des solutions justes

De nombreuses initiatives de justice sociale sont des bonnes solutions qui ne laissent personne derrière pour contrer la crise climatique.

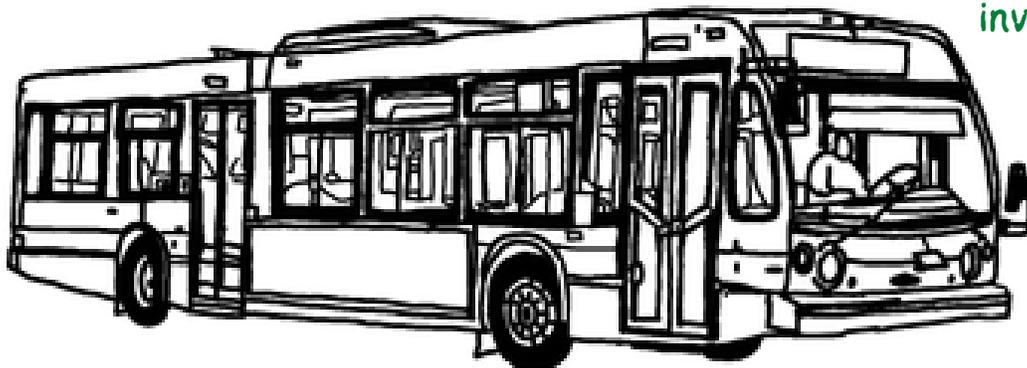
Gratuité du transport en commun

Construire des bâtiments
éco-énergétiques
pour du logement social

Valoriser le travail invisible et
le travail de «care» des femmes



Taxer la
richesse et
investir dans le
filet social



Un revenu décent pour
toutes et tous

Produire moins et décider
ensemble

Soutenir les luttes autochtones pour
préserver le territoire

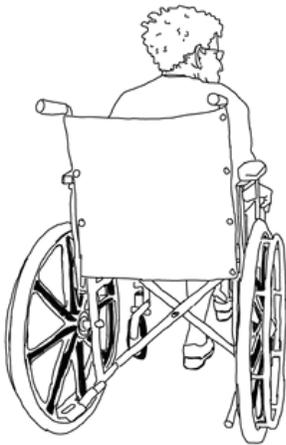
Accueillir les personnes
réfugiées climatiques

Votre idée de solution :

Et le communautaire là-dedans?

Les groupes communautaires travaillent directement avec les personnes qui sont affectées par les inégalités sociales et la crise climatique. L'action communautaire autonome lutte ensemble pour transformer la société, pour défendre les droits sociaux et pour améliorer les conditions de vie. C'est pourquoi le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec se mobilise pour la justice sociale et la justice climatique.

Les élites et les gens d'affaires se prononcent de plus en plus sur la crise climatique. Le communautaire également doit se saisir de cet enjeu et faire entendre sa voix et ses solutions.



**Assurons-nous que les solutions mises de l'avant ne laissent personne derrière!
Rappelons qu'il faut remettre en question les systèmes qui ont créé cette crise sociale et climatique!**

Qui sommes-nous?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

Nos revendications

Nous demandons au gouvernement du Québec et du Canada de :

1 **Sortir des énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation en s'assurant d'une transition juste et inclusive pour les communautés et les travailleuses et travailleurs**

Les énergies fossiles ont été créées sur des milliards d'années, elles sont non renouvelables. Pour les obtenir, on doit brûler un matériau (pétrole, charbon ou gaz naturel, par exemple). Leur production, transformation, importation, exportation et leur utilisation émettent des gaz à effet de serre (GES) qui causent le réchauffement climatique.

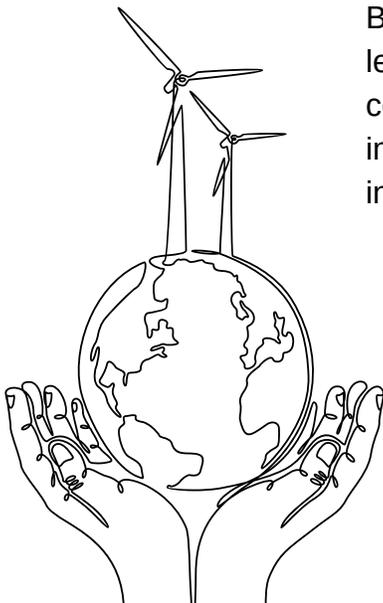
Il faut limiter les GES pour éviter une catastrophe climatique. Pour y arriver, la planète doit éliminer ses GES d'ici 2030. Pour y arriver il faut prendre des moyens drastiques et ambitieux, d'où l'idée de les bannir.

2 **Taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans le filet social, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.**

Après plus de 40 ans de coupures dans les services publics et les programmes sociaux, notre filet social ne nous permet pas de faire face aux crises, qu'elles soient sanitaires ou climatiques. De nombreuses personnes n'ont aucune marge de manœuvre pour vivre de façon convenable.

Bannir les énergies fossiles représente un grand virage. Il faut éviter que les personnes les plus vulnérables soient les plus désavantagées par cette décision. Il est urgent d'avoir une fiscalité, donc des taxes et des impôts, qui répartissent la richesse. Allons chercher l'argent où il y en a et investissons-la dans le filet social!

* Évidemment, ces revendications ne sont pas exclusives. Chaque groupe est libre d'y ajouter des revendications locales qui mobilisent ses membres. Il s'agit d'une base commune pour bâtir le mouvement le plus large possible.



Si le CLIMAT
était une BANQUE
on l'aurait
DÉJÀ SAUVÉ!

PLUS
C'EST
ROPTAR

Calendrier de mobilisation

22 avril 2024
Jour de la Terre

15 au 22 avril 2024
**Semaine d'occupation et
d'éducation populaire
régionale**

20 février
Journée internationale
de la justice sociale

~~Mars 2024~~
**Action dérangeante
nationale avec les tables
régionales**

**Devancé en
décembre 2023**

Automne 2023
**Formation sur les actions
dérangeantes et les
occupations**

Septembre 2023
**Participation aux
actions de mobilisation
sur la justice sociale et
climatique des alliés**

ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME
Démarche d'ÉPA toute l'année!
-Ateliers, activités dans les régions et outils

Soutien selon les
besoins aux luttes
sociales (réforme aide
sociale, réforme du
système de santé, etc.)

L'ÉPA c'est quoi?



Un ensemble de **démarches...**



qui développe des **apprentissages** et des **réflexions critiques** dans une optique de **prise de conscience** des conditions de vie ou de travail...



qui implique **les gens...**



dans des **actions collectives...**



pour **lutter...**



afin de **transformer la société** dans le sens de la justice sociale!

Qu'est-ce qu'une action dérangeante?

Certains organismes communautaires et groupes sociaux utilisent, depuis plusieurs années, les actions dérangeantes comme moyen pour faire avancer leurs revendications et pour dénoncer les inégalités.

L'**action dérangeante** est une action politique visant à obtenir une visibilité ou à faire pression en perturbant le cours normal des choses. Une action dérangeante peut être illégale, mais pas toujours. Elle peut parfois représenter un acte de désobéissance civile. Elle apparaît souvent comme un moyen efficace d'attirer l'attention médiatique pour des personnes ou des groupes qui ont peu de voix et de moyens.

Pourquoi déranger?

- Pour se faire voir et entendre afin de vaincre l'indifférence
- Parce qu'on ne nous écoute pas, malgré de nombreuses interventions visant à dénoncer les causes et les conséquences de la croissance des inégalités sociales et de la crise climatique
- Parce que le communautaire fait face à un gouvernement entêté qui appauvrit sa population, détruit la planète et enrichit l'élite économique
- Pour intensifier les moyens d'action
- Pour se mettre en action et combattre le cynisme en s'organisant

Et vous, pourquoi organisez-vous ou participez-vous à des actions dérangeantes?



Qu'est-ce qu'une occupation?

L'**occupation** est un type d'action dérangeante. C'est l'action de **rester** pendant un certain temps **en groupe** dans **un lieu** (milieu de travail, bâtiment symbolique, espace public) pour revendiquer ou manifester.

L'occupation vise principalement à s'approprier un espace. Cela peut également avoir pour objectif de déranger, de se faire voir, de résister à un projet néfaste, de revendiquer un lieu pour un usage collectif, d'attirer les regards sur un symbole qui illustre notre message, de nuire au déroulement normal des activités d'une entreprise, etc.

Quelques exemples :



En 2011, le mouvement Occupy Wall Street installait des campements sur les places publiques de plus de 1500 villes. Des milliers de personnes revendiquaient une démocratie plus participative et la redistribution équitable de la richesse.



Le 13 mars 2023, une alliance inter-provinciale pour une réforme de l'assurance-emploi a tenu des occupations de bureaux d'élus au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Des militants et militantes de l'Est du Québec ont occupé les bureaux de circonscription de la députée et ministre du Revenu national, Diane Lebouthillier, à Grande-Rivière.



Afin de faire respecter le moratoire des coupes forestières sur leur territoire, le Nitaskinan, des Atikamekw de Manawan occupent et bloquent le km 16 sur le chemin de la Manawan, au nord de St-Michel-des-Saints. Le camp empêche la machinerie des compagnies forestières de se rendre dans la forêt.



Le 2 mars 2016, une cinquantaine de militantes et militants du FRAPRU envahissent le hall d'entrée de la compagnie Bombardier et bloquent les ascenseurs une heure durant. Par cette action, le FRAPRU voulait dénoncer l'investissement du gouvernement québécois de 1,3 milliard \$ dans une compagnie qui annonçait simultanément la perte de 2400 emplois, alors que le logement social est en péril.



Le mouvement international *Reclaim the Streets* (*Réclame ta rue*) promeut le concept de reprendre le contrôle de la rue en y organisant un événement militant et festif. L'espace d'une journée ou de quelques heures, les participantes et participants envahissent une rue ou une intersection pour s'y installer afin de tenir des ateliers, des spectacles, des activités pour enfants, des activités artistiques, etc. Des éditions ont eu lieu à Québec de 2003 à 2012.



Le 8 mars 2015, la Coalition montréalaise de la Marche mondiale des femmes s'installe et érige un mur de femmes devant l'entrée de la pétrolière Suncor dans l'est de Montréal pour dénoncer l'usage d'oléoducs au Québec pour le transport de pétrole issu des sables bitumineux. À la différence des murs érigés à travers le monde pour diviser les peuples, celles-ci forment plutôt un mur de solidarité.



Le 2 décembre 2015, une centaine de représentantes et représentants de groupes communautaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean occupent le siège social du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) par un sit-in afin de démontrer que les organismes communautaires sont toujours en lutte pour leurs revendications.



Et vous?

Dans votre groupe, avez-vous déjà occupé un espace pour vous faire entendre?

Outils d'information et de mobilisation



- **Déranger et désobéir pour l'avancement de nos droits**

Pour démystifier et expliquer la désobéissance comme un moyen de pression



- **Les affiches «Enquêtes de justice sociale et climatique» du MÉPACQ**

Pour faire le lien entre le climat et les différents enjeux de justice sociale (le droit au logement, les droits des femmes, le droit à un revenu décent, les droits des personnes racisées, le droit à la santé, le droit à la sécurité alimentaire, les droits des peuples autochtones, les droits des personnes migrantes).



- **Les affiches «Un geste individuel c'est bien, un choix collectif c'est mieux» du MÉPACQ**

Pour sensibiliser à l'importance de passer du «je au nous», se donner une responsabilité de personne citoyenne plutôt que de consommatrice.



- **Les affiches «Les changements climatiques nous touchent ici et maintenant» du MÉPACQ**

Des exemples d'impacts régionaux de l'urgence climatique sur les enjeux sociaux.

Outils d'information et de mobilisation

- **Solidairement! - Le bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal**

Pour bien comprendre les enjeux de justice climatique et les liens avec les inégalités.

- **5 fiches pour démystifier et agir contre la crise climatique, du RÉPAC**

- **Guide d'animation Justice sociale, justice climatique**

Fait le lien entre les inégalités et l'urgence climatique, toutes deux des conséquences du capitalisme.

- **Les inégalités tuent d'Oxfam**

Ressort les impacts et les responsables des différentes crises à travers le monde.

- **Atelier sur l'écoanxiété du MÉPAL**

Le document n'est pas un canevas d'animation, mais plutôt un résumé des sujets avec des exemples pour relancer la discussion.

- **Atelier de la marche mondiale des femmes : Femmes dans le système alimentaire : pour le climat, la justice et l'agroécologie.**

Grand jeu didactique avec des cartes à imprimer.

- **Guide d'appui aux comités de Travailleuses et Travailleurs pour la Justice Climatique**

Entre autres des questions-réponses face à des objections communes.

TAXER
MASSIVEMENT
LA
RICHESSE
RÉINVESTIR
MASSIVEMENT
DANS LES
SERVICES

PLANÈTE EN
GRÈVE



Et en colère!



Contactez votre table régionale!



N'hésitez pas à communiquer avec nous si votre organisme, votre association étudiante, votre groupe citoyen ou votre syndicat souhaite se joindre à notre effort de mobilisation.

Association des groupes d'éducation populaire autonome — Centre du Québec (AGÉPA)
Téléphone : 819 795-4441
Courriel : info@agepa.qc.ca

MÉPAC Saguenay-Lac-Saint-Jean
Téléphone : 418 662-4928
Courriel : coordomepac@mepac.net

Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL)
Téléphone : 450 752-4700
Courriel : info@mepal.net

Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT)
Téléphone : 819 762-3114
Courriel : info@lerepat.org

Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM)
Téléphone : 819 379-2889
Courriel : roepam.mauricie@gmail.com

RÉPAC 03-12
Téléphone : 418 523-4158
Courriel : repac@repac.org

Table des groupes populaires — Côte-Nord
Téléphone : 418 589-2809
Courriel : table@groupepopulaires.org

TROVEP de l'Estrie
Téléphone : 819 566-2727
Courriel : info@trovepe.com

TROVEP de la Montérégie
Téléphone : 450 443-9330
Courriel : joseeharnois@bell.net

TROVEP de Montréal
Téléphone : 514 527-1112
Courriel : coordo@trovepmontréal.org

TROVEP de l'Outaouais
Téléphone : 819 771-5862
Courriel : coordination.trovepo@outlook.com